



Déclaration liminaire au CTSD du 4 décembre 2012

Monsieur le Directeur Académique,

Ce CTSD est celui du bilan de la dernière rentrée « Sarkozy », la pire de ces dernières décennies, à peine adoucie par les quelques postes attribués en juillet.

Le nouveau gouvernement devra relever un défi qui n'a jamais été aussi crucial : assurer la réussite de tous en mettant fin aux sorties sans qualification.

Pour la FSU, s'il n'y a pas de statu quo possible il serait illusoire d'aller puiser dans les vieilles recettes du passé. Il s'agit bel et bien de repenser les contenus d'enseignement et les pratiques pédagogiques, d'améliorer les transitions inter-cycles en s'appuyant sur l'expertise des personnels de l'Education dans le respect de leurs cultures professionnelles.

Nous sommes ici aujourd'hui pour faire le bilan de la rentrée dans notre département. Il est loin d'être positif.

Dans le premier degré, la rentrée s'est effectuée avec 8 postes en plus, mais qui ne compensent pas la centaine de postes supprimés. Les suppressions massives sont allées une fois encore bien au-delà de la simple prise en compte de la démographie, remettant en cause, entre autres, le maillage de notre territoire rural. Les RASED sont laminés, condamnés au saupoudrage avec des missions transformées, incompatibles avec leur formation et leur aspiration à aider les élèves en grande difficulté. Nous réitérons à ce propos notre demande d'une carte claire de leur répartition circonscription par circonscription.

La scolarisation des moins de 3 ans continue sa régression en contradiction avec les besoins des familles.

La direction et le fonctionnement de l'école ont besoin de temps de décharge supplémentaire et nous demandons que les requêtes institutionnelles, synonymes de surcharge de travail administratif soient revues à la baisse. D'autant que les emplois précaires d'aide à la direction, alors même qu'ils devraient correspondre à des emplois statutaires et pérennes, ont été réduits.

Quant au remplacement, dès la fin du mois de septembre plusieurs circonscriptions étaient en difficulté et contraintes d' « emprunter » des moyens à leur voisine.

La fermeture de tous ces postes dits « Hors la classe » est catastrophique d'un simple point de vue pédagogique.

D'ailleurs, nous demandons un chiffrage sérieux des besoins dans notre département afin d'aboutir à un plan pluriannuel de créations de postes (RASED, remplaçants, scolarisation des tous petits dans de bonnes conditions, plus de maîtres que de classes...)

Dans le second degré aussi le changement attendu n'est pas au rendez-vous en cette rentrée.

Les documents préparatoires à ce CTSD sont tout aussi incomplets et partiels que ceux des deux précédents comités. Plus de détail des structures et des DHG, plus d'enquête lourde, plus de tableau de l'évolution de la taille des divisions, pour ne citer que les principaux documents habituellement portés à l'examen des représentants élus des personnels. A ce manque délibéré d'information s'ajoute désormais la suspicion, puisque nous sommes rappelés à chaque page à notre devoir de discrétion professionnelle. Pourquoi tant de réticence à publier les données précises des conditions de rentrée des collègues et des élèves ? Révéler que le collège d'Erstein a accueilli 664 élèves à la rentrée 2012, que la SEGPA de Hans Arp comporte 9 élèves de plus que l'année précédente, que le collège de l'Esplanade n'a toujours qu'un seul CPE pour 905 élèves relève-t-il de l'indiscrétion ? Qui ignore encore la dégradation générale des conditions d'enseignement opérée ces dernières années ?

Car cette année encore les collègues vont devoir supporter les effets délétères de la désastreuse politique éducative menée par le précédent gouvernement en termes de formation initiale, de salaires, et bien sûr de conditions de travail. Comme l'an dernier les effectifs de classe très élevés empêchent la mise en place de pratiques pédagogiques diversifiées propres à amener tous les élèves à entrer dans les apprentissages. La multiplication de tâches hors classe, à la fois chronophages, non rémunérées et dont le bénéfice pour les élèves est douteux mène les collègues à un sentiment de travail empêché et de perte de sens d'autant plus vif que la concertation voulue par le Ministre cet été les a largement laissés de côté et que ses déclarations contradictoires à propos de la future loi d'orientation et du projet d'école du socle provoquent incompréhension et colère.-

Pour le SNES-FSU, la rupture primaire-collège n'est pas la source de tous les maux de notre système éducatif. Bon nombre de difficultés sont en germe dès les premières années, et s'enkystent au collège. Pour autant, cette césure, bien accompagnée, est nécessaire car elle aide aussi à grandir. Aussi, le SNES-FSU considère que toute expérimentation permettant de créer les « réseaux du socle », pouvant déroger aux horaires nationaux, à la structuration disciplinaire des enseignements, ou encore modifier les obligations de services des enseignants, introduire la bivalence au collège et les échanges de services premier-second degré, est inacceptable pour nos professions.

Le SNES-FSU porte une autre conception des évolutions nécessaires au collège fondée sur deux axes majeurs : respect de la cohérence du second degré ainsi que des cultures professionnelles et des qualifications des enseignants d'une part, et, d'autre

part, amélioration des transitions inter-cycles sur des bases pédagogiques et non structurelles comme le cycle CM2-6^{ème}.

Pour ce faire, les CO-PSY jouent un rôle important au sein des équipes. Le SNES-FSU rappelle son opposition à la labellisation et considère que l'avenir des missions des personnels du service d'orientation et de la formation professionnelle initiale doit relever de l'Education Nationale.

Durant ce CTSD nous aurons bien entendu quelques questions à vous poser, compte tenu de l'aspect très lacunaire des documents fournis pour établir ce bilan de rentrée. Nous formulons également la demande que la version définitive des documents nous soit remise à l'issue de ce comité technique.